



Discours de clôture Olivier MATEU – Secrétaire Général de l'UD CGT 13

Dans un contexte où, à la fois la multiplicité des attaques et leur nature nous conduisent à être souvent en résistance et tout à la fois dans l'obligation de nous positionner en conquête, si l'on regarde les choses du plus haut que l'on peut pour ne rien rater et sans se faire peur : rarement dans l'histoire, la planète, l'espèce humaine et toutes les espèces vivantes sur cette planète, n'auront été autant menacées. Menacées par un capitalisme qui se nourrit de ses propres crises. Nous arrivons à un point où la crise que nous traversons pourrait être en passe de causer des dégâts irréversibles.

C'est dans ce contexte que nous avons à mener la bataille au quotidien, partout, dans tous les secteurs.

Je ne vais pas tous les rappeler, vous en êtes ici les représentants. Nous avons aussi la responsabilité, en nous appuyant sur les batailles que nous menons, de continuer à faire grandir les consciences. Il faut que nous soyons partout où nous pouvons l'être pour défendre les intérêts des travailleurs au quotidien et, de manière urgente, pour transformer la société et œuvrer à la fin du capitalisme.

Cela a été dit et répété souvent ici. Cela pourrait paraître un peu redondant et relever de la formule voire de l'incantation si nous n'avions pas en commun le bilan que nous avons. Au cours des dernières années, avec nos forces et nos faiblesses, nous avons essayé d'être partout où le capital était à l'offensive : le public, le privé, l'industrie, le commerce, le transport...

Ce qu'il nous faut avoir en tête camarades, c'est que nous avons à faire à un capital qui a décidé qu'il n'y avait plus ni grain à moudre ni quoi que ce soit à tolérer de la part des travailleurs. Cela ne doit pas nous amener à nous inquiéter outre mesure et encore moins à avoir peur. Cela doit nous amener à être en permanence dans le rôle qui est le nôtre, du mieux que nous pouvons. Pour cela camarades, et parce que la situation depuis amène des débats qui parfois pourraient laisser penser qu'il s'agit, soit de querelle de personne, soit de querelle idéologique hors sol, soit d'une volonté d'autodestruction de la part d'un ou de tout, ces débats nous devons les mener.

Actuellement, c'est le capital qui décide de monter la barricade. Et techniquement, idéologiquement, géographiquement, elle n'aura jamais que deux côtés. Nous avons la responsabilité de placer les nôtres du côté de leur camp.

La rhétorique peut sembler un peu guerrière camarades, mais il suffit de se remettre en tête les différentes interventions qu'il y a eues dans cette salle. Celles des délégués du

département ou des délégués internationaux. Il faut bien prendre en compte que le capital ne nous épargnera aucun sacrifice.

La mainmise de la finance sur l'économie productive fait qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à un patronat qui ne sait que répondre aux critères de rentabilité imposés par des actionnaires qui n'ont jamais mis les pieds dans les outils de travail qu'ils possèdent. Nous sommes tous confrontés à cette situation-là. Souvent, on se retrouve à discuter avec des directeurs des heures et des heures pour s'entendre dire « *on n'a pas mandat* » ; à expliquer des heures et des heures des aspects techniques qui ne viendraient pas qu'améliorer les conditions de travail, mais qui permettraient que l'outil marche mieux, qu'il pollue moins, et s'entendre dire : « *ça ne rentre pas dans les critères de rentabilité* ».

Je pense par exemple à nos camarades de la Centrale de Gardanne. Quand on est directeur d'une Centrale et que deux mois avant on était directeur d'une entreprise de stérilisation de matériel médical, il y a forcément une des deux activités que l'on ne connaît pas. Et c'est le cas quasiment partout camarades.

Face à cela, nous avons l'obligation d'être meilleurs que nous ne l'avons jamais été. Encore plus exigeants vis-à-vis de ces directions. Encore plus éclairants vis-à-vis des salariés que nous avons à mobiliser.

Le capitalisme a créé une situation qui mène les directions dans une spirale infernale. Qu'il y ait ou qu'il n'ait après eux pas le déluge, pour eux, chaque centime produit doit revenir aux actionnaires.

Camarades, ce sont des choix. Des choix faits par des hommes et des femmes. Ces choix-là nous pouvons les inverser, à condition et d'en être conscients et de décider que la CGT, dans son rôle historique, est complètement fondée à porter la contestation, à porter des propositions et à organiser le combat pour aller jusqu'à la victoire.

Je vais peut-être le dire de manière un peu simpliste, peut-être de manière un peu trop affirmative : aujourd'hui, nous avons clairement intérêt à passer plus de temps avec les travailleurs pour les convaincre de l'utilité de l'action collective et de l'utilité de leur implication aux côtés de leurs collègues de travail, plutôt que d'essayer de comprendre les dernières innovations d'un système, qui, sur les mêmes fondements depuis des centaines d'années, ne cesse de se transformer pour toujours continuer à nous exploiter plus, plus et encore plus.

Je le dis, parce que dans nos débats, qui devraient être uniquement des débats contradictoires et des confrontations d'idées, nous devons aussi nous poser la question de notre outil syndical. De la manière dont nous le mettons au service de la démarche que nous essayons de porter.

Je vais redire des choses que beaucoup d'entre vous disent : nous sommes face à une attaque globale. Le dire, c'est assez généraliste. Y donner du sens, c'est notre responsabilité. Cette attaque globale, si elle porte les mêmes intérêts, les objectifs et les mêmes stratégies, est déclinée partout de manière suffisamment différente pour donner à penser que chacun vit quelque chose de particulier et que rien ne le relie au reste des travailleurs qui, à côté ou un peu plus loin, vivent exactement les mêmes choses. L'attaque globale, si elle est réelle, elle n'est pas forcément évidente à voir. Notre responsabilité, c'est d'éclairer ces enjeux.

Face à cette attaque globale, nous avons décidé dans le département de travailler à ce que nous avons appelé la *riposte globale du monde du travail*. Nous avons en effet identifié que les stratégies nationales décidées par le gouvernement et le patronat ont des traductions concrètes dans le département. Nous sommes en plein « remodelage » : tout doit être transformé. Ce n'est pas nous qui l'avons inventé : les années 70, le plan du commissaire DAVIGNON avec la casse de la sidérurgie, les fermetures des mines, de la construction navale... À chaque fois, on s'en prend aux droits des travailleurs, on s'en prend à l'outil de travail.

Je vais redire un mot que j'ai appris il n'y a pas si longtemps que ça : dans le même temps qu'ils cassent le travail, ils gentrifient. On fait du « propre » dans les centres-villes, on fait des cités dortoirs et on prépare des villes pour la bourgeoisie. C'est ça le remodelage du département. C'est pour cela que nous disons depuis pratiquement 10 ans, que nous devons gagner le droit de travailler, vivre et vieillir dignement dans les Bouches du Rhône. Il ne s'agit en aucune manière de corporatisme départemental. Il s'agit d'aller ensemble défendre tout ce qui nous reste et d'aller chercher tout ce qui nous manque. C'est la responsabilité d'une organisation CGT digne de ce nom.

Cela implique que nous fassions des choix idéologiques.

Soit, on cherche à construire des solutions pour aménager le capital. À ce moment-là on perd, on recule et nous sommes condamnés à être classés au rang des objets inutiles pour la classe ouvrière et le monde du travail ; soit, nous assumons le fait qu'il faille nous affronter au capital et qu'il nous faut porter des contenus clairement en rupture avec les solutions qui sont mises en œuvre depuis des décennies. C'est ce choix qu'a fait à nouveau le Congrès de l'Union des Syndicats CGT du département. C'est ce que nous avons décidé ensemble, pour aller au combat ensemble.

Pour autant camarades, réaffirmer des choix ne pourra jamais nous conduire à décréter que nous militons pour que survienne la République indépendante des Bouches du Rhône. Je le dis très sérieusement camarades. Il ne s'agit pas pour nous d'imposer notre point de vue à qui que ce soit dans la CGT, parce que nous sommes dans la CGT. Comme pour toutes les autres organisations de la CGT du pays, qu'elles soient départementales ou professionnelles, notre point de vue doit d'être porté, pris en compte et confronté si besoin. Mais, dans tous les cas, il doit servir à l'œuvre commune et au combat commun à toutes les organisations de la CGT dans ce pays.

Je dis cela avec presque de la naïveté. Qu'est-ce que nous aurions contre la confédération ? Camarades, rien. Contre la confédération ? Rien.

Alors que dans le cadre de la démarche que nous portons en permanence depuis des années, nous appelons à renforcer le travail confédéral et interprofessionnel, qu'est-ce que nous avons contre la confédération ? Rien.

Qu'est-ce que nous avons comme attente et comme exigence vis-à-vis de la direction confédérale ? C'est un autre débat. Un débat qui est parfaitement légitime et qui doit être mené pour que la CGT reste une, indivisible, efficace et utile pour le monde du travail.

Craindre ce débat, c'est condamner la CGT à l'inutilité et à terme à sa disparition. Alors, les points de vue qui sont portés ici camarades, avec votre accord, par vos décisions, nous continuerons à les porter partout, autant que de besoin, dans toutes les instances de direction de la CGT, avec un seul objectif camarades, participer à l'unité de notre organisation encore une fois, pour la rendre efficace et mener les travailleurs à la gagne.

Nous mènerons les débats partout, y compris et particulièrement dans le cadre du 53^{ème} Congrès confédéral. C'est de notre responsabilité à tous.

C'est un point statutaire : le congrès confédéral, c'est le congrès des syndicats de la CGT. Ceux sont les syndicats qui décident de la ligne politique, de la démarche, des stratégies et des équipes qui doivent être en charge de les mettre en œuvre et de les respecter à la lettre.

Ce congrès sera celui des syndicats que cela plaise aux uns ou que cela déplaise aux autres. C'est la seule garantie pour que la CGT sorte grandie de cet épisode statutaire. Un congrès un peu plus que statutaire dans la période, un épisode d'une importance capitale. Pourquoi capitale, camarades ? Parce qu'il ne s'agira pas de décider si on sauve les murs où le fond. Il s'agira, au travers des débats que nous avons dans le cadre du congrès, des congrès, de nos congrès, de mettre la CGT dans les meilleures dispositions pour enfin retrouver le chemin de la gagne.

Il n'y a que cela qui compte camarades. Il n'y a que cela qui compte.

Certains points de désaccord ont été évoqués, ils sont à la fois de fond et de forme.

Des choix ont été faits, notamment durant la période de confinement, visant à aligner notre confédération, notre organisation, sur des démarches et des propositions qui n'ont jamais été discutées dans l'organisation. Il s'agit de la création du collectif « Plus Jamais Ça ». Ces démarches et ces propositions n'ont même pas été discutées au sein de la direction confédérale alors qu'elles viennent en confrontation directe avec les intérêts des travailleurs et un nombre impressionnant de revendications portées par nos Fédérations.

Camarades, si nous devons être efficaces au quotidien et, dans le même temps, penser la société que nous avons à construire tandis que nous travaillons à l'effondrement du capitalisme, est-ce que nous devons prendre les questions industrielles telles qu'aujourd'hui elles sont prises par le capitalisme financiarisé ? Ou est-ce que nous devons envisager chaque outil de production comme étant au service de la réponse aux besoins des populations et du pays ?

En fonction de comme on prend les choses, les réponses sont forcément différentes. Considérer qu'un outil de travail aux mains des capitalistes est voué à produire de la richesse et, à terme polluer, salir et tuer. En prenant les choses ainsi, en considérant que le capitalisme c'est la fin de l'histoire conduit à mettre la CGT en très grande difficulté. Réfléchir à l'utilité intrinsèque de l'outil de travail, dire que l'outil de travail doit être la propriété commune de celles et ceux qui travaillent et celles et ceux qui en ont besoin : est-ce que c'est prendre les choses de manière utopique ? Ou est-ce faire en sorte qu'ensemble l'on se mette en situation de décider de ce qu'on produit, pour faire quoi et en quelle quantité ?

À partir de là, on peut envisager l'industrie de manière un peu différente. Une industrie qui est débarrassée des points de rentabilité qu'on lui impose, c'est un peu différent d'usines qui produisent des respirateurs, des masques, des vaccins, des médicaments, des habits, des pneus, des moteurs...

J'ai parlé ici de pas mal de choses que nous n'avons plus en France et dont nous avons besoin il n'y a encore pas longtemps. C'est cette industrie-là qu'il faut qu'on porte. C'est celle-là qu'il faut qu'on gagne. Une industrie qui répond à des besoins, des besoins planifiés, des besoins précis, des besoins utiles et pas superflus. Une industrie qui crée des richesses qui permettent à notre modèle social de fonctionner.

Camarades, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ces débats-là pour plaire à Greenpeace, à ATTAC ou encore aux nudistes de la plage de Perpignan Est. Je ne parle pas de cette association de nudistes pour me moquer du collectif « Plus Jamais Ça ». Elle en fait partie comme la CGT, au même niveau.

Je le disais avant-hier, lorsqu'on prend les questions industrielles comme on les prend dans le collectif « Plus Jamais Ça », en privant ceux qui y sont et ceux qui s'y intéressent, des réflexions, des revendications et de l'apport original de la CGT, on participe au brouillage idéologique. On contribue à la désindustrialisation du pays. Les camarades de la Centrale de Gardanne, par exemple, ont découvert un matin que leur confédération était pour la fermeture des centrales à charbon. D'autres ont découvert que leur confédération était pour la fermeture des raffineries. Les mêmes dont on salue le courage aujourd'hui. Nous avons tous découvert que nous étions contre le nucléaire.

Camarades, on peut être contre le charbon, ce n'est pas grave. On peut être contre le nucléaire, ce n'est pas grave. On peut être contre le raffinage, on peut être contre tout. Mais à ce moment-là, il faut dire par quoi on remplace et dans quelle société on veut vivre. Si c'est la misère et la décroissance, il faut le dire, et c'est au Congrès de trancher. Au Congrès des syndicats de trancher.

Personne, personne dans la CGT, quels que soient son rang, son titre, ses prétentions, n'a le droit de décider à la place de ceux qui sont dans des usines. De ceux qui sont dans les syndicats de bases et qui font notre organisation.

Je le dis camarades parce que lorsqu'on est une direction et qu'on prend des actes de direction, on les assume jusqu'au bout. Lorsqu'on décide de priver le pays ou de participer à priver le pays de moyens électriques et énergétiques, par honnêteté, on va voir les autres usines, celles qui font du textile, celles qui font des culasses de moteurs, celles qui

font des poteaux de télécommunication, etc...et on va leur expliquer : « *la CGT n'a rien contre vous, cependant elle crée les conditions pour que vous fermiez aussi.* »

Et on fait pareil avec la pétrochimie et le raffinage. Parce que lorsqu'on sait les usines qu'il faut fermer, on doit être capable de tout assumer et tout expliquer. On doit expliquer qu'en arrêtant de raffiner le pétrole, on prive notre pays de capacité de production de produits chimiques présents dans tous les process industriels qui puissent exister dans le pays et sur la planète.

Cela on le dit et on l'assume.

Et après ça, lorsqu'on a rasé l'industrie parce qu'on sait et parce ce qu'on a décidé à quelques-uns, on va voir les camarades des services publics et de la fonction publique et on leur dit « *camarades, vous êtes déjà dans un processus de casse engagé depuis maintenant des décennies et qu'on a du mal à contrer tous ensemble. Mais on va l'accélérer. On va l'accélérer parce que nous participons au tarissement des ressources financières des services publics, parce que nous affaiblissons nos capacités de production industrielle* ».

On dit et on assume qu'au lieu d'être dans la construction d'une société nouvelle, on est dans l'accélération de la destruction de notre modèle social et de ce qui a fait nos capacités à vivre le moins mal possible depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Voilà dans quoi nous nous sommes engagés et voilà de quoi il va falloir nous défaire au prochain congrès.

Camarades, ce n'est pas un débat entre les Bouches du Rhône et la direction confédérale. Ce n'est pas un affrontement entre tel Secrétaire Général d'UD ou de Fédération et le Secrétaire Général de la confédération. Camarades, il s'agit d'une question de survie, de pain, de bifteck dans l'assiette des petits ! C'est ça dont il s'agit camarades.

Et il est impossible qu'on se laisse embarquer là-dedans.

Pour être bien clair camarades, et parce qu'avec les outils modernes de communication lorsqu'on s'adresse aux uns et autres dans la halle de Martigues on peut être écouté à l'autre bout de la planète, camarades, si on veut s'en sortir, la responsabilité de toutes nos organisations est engagée.

Prenons la mesure de ce qui est en train de se passer. Pendant que l'on met la CGT dans cet état, les travailleurs et particulièrement ceux du raffinage et du secteur de l'énergie ont décidé d'ouvrir le chemin et de créer la situation que l'on connaît.

Aujourd'hui, le gouvernement s'en prend au droit de grève de la pire des manières. Camarades, pensez-vous que cela soit le coût financier des revendications chez Total et chez Exxon qui aient effrayé à ce point gouvernement et patronat ? Ou bien est-ce le fait qu'en engageant le combat depuis maintenant un peu plus de trois semaines sur la question des salaires et d'une autre répartition des richesses, nos camarades ont donné un élan à l'ensemble du monde du travail comme nous ne l'avions pas connu depuis longtemps ?

Vous pensez que ce n'est pas ça que craint et le patronat et le pouvoir ? Il n'y en a pas pour un milliard pour répondre aux revendications des salariés des deux groupes. Je dis qu'il n'y en a pas pour un milliard camarades, cela fait beaucoup d'argent, mais au

regard des dividendes et des bénéfices réalisés par ces groupes, on parle en quelques jours.

Camarades, la réalité, c'est qu'en face, ils sentent mieux que nous à quel point les travailleurs en ont marre. À quel point, les travailleurs sont déterminés à ne plus se laisser faire. Et sans rien exagérer, sans rien surjouer, cela place toutes nos organisations devant leurs responsabilités.

La première des responsabilités dans ce cadre-là, après les réquisitions, les menaces, les calomnies, c'était d'appeler à la grève le 18. Énormément d'organisations de la CGT dans le département et dans le pays ont fait ce choix. Les camarades, de temps en temps, quand on est bon, il faut se dire qu'on est bon.

La responsabilité de toutes nos organisations était de dire aux syndiqués et aux travailleurs : *« attention ! Ce qui se passe là, nous risquons de le payer très cher, plus tard, lorsque nous aurons les uns et les autres besoins d'utiliser le droit de grève. Mettez-vous en grève, défendez ce droit-là pour pouvoir revendiquer sur le salaire, l'emploi, la retraite, la sécurité sociale »*.

Cette responsabilité-là, la CGT l'a assumé dès le 18 octobre. Elle continuera à l'assumer le 27 octobre prochain, puisque à la suite du CCN extraordinaire, un nouvel appel interprofessionnel est lancé.

Camarades, il nous faudra travailler à être plus nombreux. Plus nombreux à appeler à la grève, plus nombreux à faire grève et bien sûr plus nombreux à la manifestation. Parce qu'après le 27 octobre, un nouvel appel est lancé le 10 novembre.

Certains diront que cela, la veille d'un pont, d'un weekend de trois jours, de tout ce que l'on veut il n'y a pas de souci. Camarades, lorsqu'on aura perdu le droit de grève, il n'y aura ni pont, ni souci. Donc, nous allons faire comme si, enfin, nous avons quelque chose qui ressemble à un processus. Du moins à des étapes fixées qui peuvent nous permettre d'installer un mouvement dans la durée dans ce pays pour aller à la gagne.

Nous avons besoin de poser la question de la reconduction de la grève et de la forme de la reconduction. Il nous faut partir du principe qu'il n'y a ni organisation, ni syndiqué, ni travailleur qui n'a pas sa part à prendre dans le combat.

Nous avons tenté l'expérience pour les retraites en 2019. De mémoire, l'analyse de la participation des organisations de la CGT dans le conflit était la suivante : un tiers pleinement engagé dans le combat, un tiers mobilisé lors des journées interprofessionnelles et un tiers qui ne se sentait pas concerné par le combat ou qui considérait qu'il ne pouvait pas se mobiliser.

Ces proportions-là, pour aller plus loin, plus haut et pour être plus forts, il faut les dépasser. Dans le département, nous avons essayé de le faire il y a trois ans au moment des retraites, en partant du principe qu'il ne peut pas y avoir dans la CGT ceux qui pourraient faire la reconductible, ceux qui ne pourraient pas. Ceux qui pourraient faire grève et ceux qui ne le pourraient pas. Nous devons partir du principe que chacun peut et doit mettre quelque chose dans le panier.

Si l'on prend l'image de la cotisation, le 1%, lorsque je gagne 1 000, je mets 10, je gagne 10 000 je mets 100 mais dans tous les cas, je mets 1%. Si mon 1% c'est 24h de grève reconductible je fais 24h reconductibles. Si mon 1% c'est 12h, je fais 12h. Si 1% c'est une heure par jour, je fais une heure par jour. Si c'est deux jours par semaine, c'est deux jours par semaine. Dans tous les cas, je crée les conditions pour prendre ma part de sorte que l'on évite les débats stériles, entre ceux qui pourraient et ceux qui ne pourraient pas, avec comme conséquence, plutôt que de s'appuyer sur ce qu'il nous reste de force et d'intelligence, et bien nous considérons trop souvent que l'on ne peut pas faire.

Et quand on ne le fait pas, il se passe quoi ? Je m'excuse, je ne fais pas le prof et je n'ai rien contre les profs. Mais quand on ne fait pas on perd. Et quand on perd le coup d'après on s'explique que « *c'est dur et qu'on ne peut pas* ». Et on reperd. Alors je ne sais pas si on perd, on reperd et on tri-perd, jusqu'à où et comment on compte. Mais à un moment donné, il va falloir s'entendre sur le fait qu'en prenant la même carte les uns et les autres, on accepte les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Peut-être qu'une profession pèse un peu plus fort, un peu plus vite sur l'économie. Mais tout le monde à sa part à prendre, camarades.

Nous avons eu des discussions et des débats avec un certain nombre de professions, notamment du public. Des discussions très honnêtes où des camarades, considérant que parce qu'elles travaillaient en crèche, le fait de faire grève n'avait aucun impact sur l'économie. Non. Tu fais grève, c'est un des deux parents qui a le petit sur les bras et qui n'est pas à son poste de travail. Et tu pèses sur l'économie.

Tu es au service des marchés dans une collectivité ? Tu retardes l'annonce d'un marché public de 24h, 48h ou 72H, tu impactes l'économie. Pourquoi les banques font tout ce qu'elles peuvent pour ne pas nous encaisser les chèques de suite ? C'est bien qu'en 24h, ce pognon tourne et leur profite. Tu bloques ça, tu participes au blocage de l'économie.

Ah c'est sûr que c'est moins spectaculaire, peut-être plus long pour être au niveau d'efficacité que lorsque tu annonces qu'il n'y a plus de pétrole, qu'il n'y a plus de bateau, qu'il n'y a plus de train, qu'il n'y a plus d'électricité.

Mais alors à ce moment-là camarades, on est dans quel syndicalisme ? Comment on porte ensemble notre contenu et notre stratégie si l'on considère que certains auraient la tâche exclusive de faire grève pour les autres. On n'y perd pas un peu dans le caractère de classe et de masse de notre organisation ?

Il ne s'agit pas de demander aux uns et aux autres de se sacrifier.

Il y a quelques temps déjà, nous avons fait la proposition à la direction confédérale de faire ce recensement-là du 1% d'actions de chacun. Pas pour donner les bons et les mauvais points aux uns et aux autres, mais pour mettre en place une stratégie basée sur des contenus communs qui viseraient à faire la démonstration que, dans l'organisation, il reste encore assez d'intelligence pour faire en sorte que le lundi il n'y ait pas de bateau, le mardi pas de train, le mercredi pas d'électricité, le jeudi pas de camion, le vendredi pas d'entrepôt de logistique qui tourne, le samedi des rayons vides dans les magasins et le dimanche... un petit barbecue entre grévistes pour préparer les actions de la prochaine semaine.

Les camarades cheminots, il y a quatre ans, ont testé ce fonctionnement. Deux jours, trois jours, deux jours, trois jours. Ils peuvent en attester. Pour ce qui restait à l'époque de part

de fret dans l'activité de la SNCF, le patronat s'est mis en panique. Et pourtant, il n'y avait pas grève 24h sur 24. Il y avait grève deux jours tous les trois jours. Si entre ces deux jours - trois jours on avait enquillé qu'il n'y avait pas eu de bateau tel jour, pas d'électricité tel jour, pas de camion tel jour. Des jours où on y est tous ensemble, où chacun vient comme il peut mettre dans le panier. Peut-être qu'en 2018, nos camarades cheminots n'auraient pas perdu. Peut-être qu'en 2019 on aurait été en capacité, avant Covid, d'imposer une roustes au gouvernement qui lui aurait passé l'envie de revenir avec sa réforme des retraites aujourd'hui.

Cela, camarades, il n'y a rien qui nous empêche de le proposer et de tout faire pour l'obtenir. Si cela peut nous permettre d'aller à la gagne, chacun est en capacité ici de mesurer la situation dans laquelle cela nous mettrait partout de nos syndicats jusqu'à la confédération.

Nous avons un gouvernement qui réquisitionne, qui menace, qui envoie des signes au monde du travail. Un gouvernement qui fait passer ses budgets avec le 49.3. Un gouvernement qui continue à dire, le Président en tête, qu'il va réformer le système des retraites. Dans un moment où la question des salaires n'a jamais été aussi prégnante dans la tête des travailleurs, et aussi bien portée par les organisations de la CGT, ne serait-il pas pertinent de lier de manière très concrète et claire la question des retraites à la question des salaires ?

Depuis que je suis à la CGT, on m'explique que de bons salaires, cela fait de bonnes retraites, que de bons salaires, cela fait une sécurité sociale en pleine santé. Et aujourd'hui, le débat dans l'organisation serait de savoir s'il faut y aller maintenant ou s'il faut attendre que le gouvernement présente son projet de réforme des retraites pour y aller ? Camarades, on marche sur la tête. On n'y gagne ni en cohérence, ni en efficacité.

Cela peut sembler être des débats abstraits ou lointains, mais ce sont des débats qui doivent être menés dans toutes les organisations pour qu'ils remontent dans toutes les fédérations, et jusqu'à la confédération. C'est notre rôle à tous, camarades.

Gagner en cohérence, gagner en efficacité et gagner tout court. C'est l'objectif que l'on doit se donner. Pour ça, il nous faut une démarche claire et des contenus clairs. On n'est pas loin d'y arriver. Mais parce que le sursaut, la réaction qu'il y a eu autour du 18 octobre a fait que c'est un peu plus compliqué pour certains dans l'organisation de dire non il ne faut pas y aller, mais surtout qu'il ne faut pas y aller parce qu'on n'est pas au niveau.

Cet avantage-là, il faut qu'on le pousse. Camarades, encore une fois, il ne s'agit pas de rapport de force, il s'agit de se mettre en situation d'aller à la gagne. Pour gagner et pour retrouver auprès des travailleurs l'aura que nous n'aurions jamais dû perdre.

Nous avons une série importante d'élections professionnelles entre novembre et décembre. Je dirais, au regard du nombre, particulièrement dans la fonction publique et les services publics. Mais il y a aussi de grandes entreprises où l'on va avoir besoin de réaliser des scores importants pour la CGT, non pas simplement pour repasser devant la CFDT. Mais aussi pour qu'en face, il arrête de dire que lorsqu'ils ont discuté et négocié avec la CFDT, toutes les merdes qu'ils ont signées ne sont pas invalides parce que c'est le syndicat numéro 1 dans ce pays. Voilà tous les enjeux, camarades.

Pour cela nous devons compter sur l'ensemble de nos organisations, sur l'ensemble de nos directions. Il va nous falloir partout où nous sommes en responsabilité montrer l'exemple. Je le disais l'autre jour à la table ronde : il faut faire entendre à nos camarades que le militantisme pendant les heures de travail, cela ne suffira pas. Là, maintenant, il faut passer un cran au-dessus. Il faut se mettre en dynamique pour aller à la gagne.

Voilà les enjeux camarades qui sont communs à tous dans le pays et immédiatement : se mettre dans les meilleures dispositions et nous donner tous les moyens d'aller au combat. Cela vaut aussi dans le département sur ce qu'on appelle les déclinaisons des politiques nationales.

Marseille en grand, le chantier des écoles, les projets cachés concernant la RTM et les transports en général, l'achèvement de la métropolisation du département. Tous ces sujets viennent conforter les paroles du préfet à l'époque de la mise en place de ce processus : « *l'objectif c'est de faire du département des Bouches-du-Rhône, le terrain de jeux des entreprises* ».

Si on y regarde bien, c'est exactement ce qui est en train de se passer. Au travers de ces politiques-là, de cette mise en place de la Métropole, tous les mauvais coups sont accélérés.

On parle des écoles de Marseille, mais on pourrait parler de toutes les écoles du département. Manque de moyens humains, manque de moyen matériel. La « mobilité » comme ils l'appellent, où on ne peut pas aller partout comme on a envie. Où, là encore, c'est le patronat qui décide jusqu'où on peut être dans des transports en commun ou pas. Tout en évitant bien sûr de parler de la contribution des entreprises sur ces sujets-là.

Camarades, nous allons avoir besoin de faire du commun, du liant, de la CGT, si nous voulons mettre un coup d'arrêt au « remodelage » en cours. Un « remodelage », qui veut tout simplement dire : casse de nos industries, destruction de nos services publics, l'accélération de la gentrification notamment dans le centre-ville de Marseille mais également dans les villes importantes du département.

Camarades, il va nous falloir mettre en commun, à la fois la nature des attaques et faire en sorte que tout le monde identifie clairement que les objectifs poursuivis par ceux d'en face sont les mêmes. Il va falloir surtout mettre nos forces en commun. Aujourd'hui plus aucun secteur ne peut dire "*moi tout seul je m'en sors*".

On peut y arriver, comme on y est arrivé il y a maintenant quelques années, quand on a porté la démarche autour des dossiers des entreprises en lutte. Une démarche qui nous a permis de sauver des outils de production et des milliers d'emplois. Il faut qu'on reparte dans cette démarche-là. Qu'on leur impose le plus de recul possible et pourquoi pas, un recul total sur l'ensemble de leur projet.

Nous pouvons le faire à condition que l'on s'en donne les moyens, que nous décidions de travailler ensemble et de faire en sorte que la CGT partout où elle doit être, soit porteuse du même discours, de la même démarche et de la même volonté de les arrêter. Cela, camarades, c'est un engagement que nous devons prendre ensemble ici.

On doit et on peut y arriver.

Pour terminer et avant de rappeler l'ensemble des dates du processus, je voudrais en votre nom à tous adresser nos remerciements et notre salut fraternel à l'ensemble des délégations d'organisations qu'elles soient internationales ou nationales.

Redire à nos camarades, que nous renouvelons les engagements que nous avons pris depuis un moment au sein de l'union départementale CGT des Bouches du Rhône. Nous les renouvelons non pas par fidélité ou par obligation, mais par conscience du fait que ce que nous vivons ici est vécu de la même manière ailleurs. Nous vivons les mêmes choses, nous avons les mêmes besoins, et nous avons à prendre notre part dans le combat commun. En conscience totale du fait, que si nous n'allons pas ensemble au combat, nous perdrons les uns après les autres, parce qu'en face lorsque c'est le moment, concurrents ou pas concurrents, ils savent mettre leur force en commun pour nous écraser. Il s'agit donc de réaffirmer le caractère internationaliste et révolutionnaire de notre démarche, de nos revendications et de donner à voir que nous ne sommes pas seuls. Et je le redis, qu'ensemble on peut aller à la gagne.

S'agissant de nos camarades cubains, en m'excusant d'en faire presque une particularité, mais il faut vraiment avoir en tête ce qui se passe à Cuba : le blocus depuis plus de 60 ans. Le blocus tout simplement parce que les Cubains, à l'époque, ont décidé d'en finir avec le fait d'être une base arrière du capital américain et de la mafia américaine, qui bien souvent sont les mêmes. Parce que les Cubains ont fait ce choix-là, ils se trouvent empêchés dans tous les domaines par un pays qui sème la mort depuis qu'il existe. Est-ce qu'à Cuba il y a des problèmes avec les droits de l'Homme ? Oui. À Cuba il y a des problèmes avec les droits de l'Homme.

Si on part du principe qu'à Cuba chaque individu quels que soient son genre, ses opinions politiques, ses orientations philosophiques, sexuelles ou quoique ce soit, si on prend en compte tout cela et qu'on considère que, qui que l'on soit à Cuba, on a les mêmes droits que le reste de la population cubaine alors oui, par rapport à la manière dont sont appliqués les droits de l'Homme dans nos pays, il y a un problème avec les droits humains à Cuba. Mais très honnêtement camarades, ce que l'on peut souhaiter à tous les humains de la planète, c'est de connaître ceux-là de problèmes.

Être noir à Cuba, cela ne coûte rien. Être homosexuel à Cuba, cela ne coûte rien. Être handicapé à Cuba, cela ne coûte rien. Être tout ça à Cuba, c'est être un Cubain ou une Cubaine. Est-ce qu'on peut dire la même chose ici dans nos sociétés « développées » où en permanence on passe notre temps à se voir mis en opposition avec celui qui travaille ou celui qui ne travaille pas, celui qui a la carte d'identité, celui qui ne l'a pas ? Avec celui qui serait de la mauvaise orientation sexuelle ou de la mauvaise religion ?

Camarades, oui, il y a un problème de droits humains à Cuba. Ils sont un exemple pour le reste de la planète. Et ça, ça fait bien chier les États-Unis et leurs alliés de l'Union européenne.

Camarades, nous qui ambitionnons de sortir le plus tôt de ce système capitaliste qui crée tant d'injustices et d'enfin se mettre au travail pour construire une société nouvelle, notre intérêt, notre intérêt égoïste, c'est de faire en sorte que le processus révolutionnaire en cours à Cuba, non seulement vive, mais aille au bout et soit débarrassé des menaces du

capital. Qu'il puisse donner sa pleine puissance aux bénéficiaires et aux services exclusifs des hommes et des femmes qui font de Cuba, excusez mon manque d'objectivité, la plus belle île du monde.

Lors de notre congrès départemental, nous avons eu le temps d'échanger avec nos camarades cubains, nos camarades grecs, nos camarades des fédérations et des UD qui étaient présents. Il nous faudra poursuivre les discussions dans nos organisations, mais nous proposerons de décider ensemble du lancement d'une campagne européenne de solidarité avec Cuba. Elle sera l'occasion pour nous d'accueillir des syndicalistes cubains et cubaines. Nous pourrons à la fois échanger avec eux et apprendre le maximum d'éléments et d'arguments pour porter la solidarité avec Cuba. Pour faire en sorte que partout, nous disions que Cuba n'est pas seul !

Camarades, comme je le disais tout à l'heure, nous avons quelque chose qui commence à ressembler à un processus interprofessionnel, je vais vous rappeler quelques dates.

En début d'été, parce que déjà nous sentions que la question des salaires se traduirait par des difficultés réelles pour payer les factures et se nourrir pour beaucoup des nôtres, nous avons alors proposé à l'ensemble du camp progressiste dans ce département d'organiser une manifestation contre la vie chère le 22 octobre. Je ne pense pas qu'il faille beaucoup argumenter sur la nécessité que l'ensemble de nos organisations créent les conditions de la participation la plus importante possible à la fois de nos syndicats, mais aussi de nos syndiqués et d'un maximum de travailleurs et de travailleuses, de privés d'emplois, de retraités et de jeunes pour faire en sorte que cette date soit la première des suites dans le département au 18 octobre. Pour faire en sorte que cette date nous mette dans les meilleures conditions pour préparer le 27 octobre.

Peut-être que certains diront qu'il y en a trop, mais quand on a passé tant de temps à dire qu'il n'y avait pas assez de dates, on va prendre tout ce qu'il y a. Nous allons considérer qu'avec les moyens qui sont les nôtres, nous avons nécessité et obligation de réussir chaque étape.

Après le 27 octobre, viendra le 10 novembre.

Camarades, partons d'ici avec la conviction qu'on peut y arriver. `

Camarades, partons aussi avec la pleine conscience du travail qu'il nous faut réaliser. Dès la semaine prochaine, il faut que nous réunissions nos collectifs de direction, nos syndiqués et les travailleurs pour leur proposer l'action du 27 octobre et d'ores et déjà réfléchir de quelles manières, ils souhaitent et ils pensent pouvoir ancrer l'action dans la durée pour aller jusqu'à la gagne.

C'est notre responsabilité et au regard de la teneur de nos débats, des engagements pris lors de ces trois jours, je ne me fais aucun souci. Les travailleurs de ce département pourront compter sur les organisations CGT des Bouches du Rhône parce que...parce qu'elle est belle notre CGT camarades !

Vive les travailleurs en lutte ! Vive notre 58^{ème} Congrès ! Vive la solidarité internationale !
Vive la CGT des Bouches du Rhône.